

Publié le 1 juillet 2022

SGI Europe se mobilise en faveur de la décarbonisation de la mobilité urbaine et périurbaine !

En juin, SGI Europe se réunissait autour d'une thématique d'envergure : comment décarboner la mobilité urbaine et périurbaine ? Une occasion singulière d'aborder la neutralité climatique de l'Union Européenne d'ici 2050 avec l'aide de Transdev et EDF (membres de SGI France) et en présence de nombreux acteurs européens.



Un premier atelier consacré au paquet législatif européen de Fit for 55

Après une brève introduction de **Valeria Ronzitti (Secrétaire générale de la SGI Europe)**, les intervenants du premier atelier sont revenus sur les défis de **la décarbonisation de la mobilité urbaine et périurbaine**, avec comme thèmes principaux, **le financement des infrastructures de recharge et l'adéquation du cadre juridique européen pour ce faire.**

A cet effet, l'eurodéputé **Ismail Ertug (Groupe de l'Alliance Progressistes des Socialistes et Démocrates)** n'a pas manqué de souligner les éléments clés du paquet **Fit-for-55 (FF55), soit la récente publication par la Commission Européenne, de propositions d'actions concrètes pour accélérer la lutte contre le changement climatique, atteindre la neutralité climatique en 2050 et tenir l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% au moins en 2030 par rapport à 1990.** L'une d'entre elles, l'AFIR, soit le règlement sur les infrastructures de carburants alternatifs a fait l'objet d'une grande partie du débat.

Par la suite, **Antoine Grange (PDG Europe, Transdev)** a abordé les défis et les opportunités pour les opérateurs de transport en soulignant, tout particulièrement, les progrès des développements technologiques dans le domaine. Ce dernier a contesté toutefois la non-inclusion dans la proposition de l'AFIR, de l'infrastructure de recharge pour les transports publics, mettant en garde sur leurs conséquences sur leur secteur.

Enfin, **Jens Muller (Responsable de la politique et de la recherche, Transport & Environment)** a conclu en insistant sur la nécessité de prendre des décisions rapides et

tranchantes pour atteindre les objectifs de l'UE en matière de neutralité carbone.

Un second atelier érigé à la nécessité d'une alliance solide entre les secteurs de l'énergie et du transport

Michael Villa (Directeur général, SmartEn) a, inauguré cet atelier en instant sur la raison d'être de la société **SmartEn : à savoir, représenter au niveau européen, les entreprises fournissant des solutions axées sur le consommateur pour la transition vers une énergie propre.** Pour ce faire, ce dernier a notamment réitéré la nécessité d'inclure le secteur du logement dans cette transition, en insistant également sur le rôle omnipotent de **la recharge intelligente et bidirectionnelle ainsi que de l'efficacité énergétique dans la réduction de la facture de l'utilisateur final.**

L'entreprise EDF a, quant à elle, précisé qu'elle avait été un investisseur précoce dans l'e-mobilité, en attirant tout particulièrement l'attention sur la nécessité de **stimuler le marché de la recharge intelligente pour le rendre compétitif et fournir des systèmes de recharge de plus grande capacité pour les transports publics et les voitures privées.**

Elisa Schenner (Chef du bureau de Bruxelles, Wiener Stadtwerke GmbH) a enfin abordé également la question du de défi de l'investissement pour les fournisseurs de transports publics **pour produire des données, les rendre utilisables et interopérables, et surtout insisté sur la nécessité surveiller et rendre compte fréquemment de ces données.**

Des messages cruciaux à retenir en guise de conclusion

Rendre la ville aux citoyens par le canal des transports publics semble au final la meilleure politique d'écomobilités et de décarbonisation pour la ville.

Enfin, il convient de retenir que les services d'intérêt général couvrent un large éventail de secteurs directement au cœur de la décarbonisation, **faisant de SGI Europe aujourd'hui une partie prenante cruciale dans l'articulation des idées et des messages vers les institutions de l'UE.**

Par Camille BOULAT